BOUIRA

Qui arrêtera le tracé «dévastateur» du PDAU à Ahnif ?

A l'origine, un bureau d'études dont les experts sont venus d'une autre wilaya afin de délimiter le nouveau tracé du PDAU de la commune d'Ahnif, située à 40 km à l'est de Bouira. Un instrument censé cerner ce que sera la nouvelle ville. Cela était prévu dans les textes, mais jamais ces textes de la République n'avaient parlé du mépris du citoyen ni de l'exclusion de la population dans l'élaboration des plans d'urbanisme.

Malheureusement, à Ahnif, dans la daïra de M'chedallah, la chose est arrivée. Les citoyens, des agriculteurs résidant à la périphérie ouest d'Ahnif sont confrontés depuis plusieurs mois à ce phénomène. Ou plutôt aux phénomènes de l'administration algérienne. Ces pauvres paysans vivent exclusivement du produit de leurs terres, les terres de leurs ancêtres, des terres que tout l'or du monde ne pouvait égaler. L'Etat algérien a consenti des milliards à ces paysans dans le cadre du développement agricole en leur octroyant des multiples aides allant des plantations d'arbres fruitiers aux oliviers, en passant par le fonçage des puits. Ils ont réussi à fructifier leurs terres et à en faire des paradis, des terres à haut rendement agricole au grand bonheur de la région mais également au grand soulagement du ministère de l'Agriculture qui a encouragé la politique de l'autosuffisance alimentaire. Ces paysans ont appris par hasard que leurs terres viennent d'être intégrées dans le nouveau plan d'aménagement du chef-lieu de commune. Le choc n'a d'égal que cet entêtement des responsables à vouloir à tout prix, et sans aucune règle logique, étendre le nouveau PDAU vers l'ouest.

Un entêtement qui n'a aucun fondement logique, puisque la commune d'Ahnif qui s'étale sur 15 900 ha, n'a comme atout dans le domaine de l'agriculture que cette bande qui va le long de la RN5 et de l'oued Sahel depuis les frontières avec la commune d'Ath-Mansour jusqu'aux limites avec la commune d'El-Adjiba, sur plus de 17 km de longueur et une largeur de moins d'un kilomètre. Une bande où vit une forte communauté paysanne qui tire profit du travail de cette terre à fort potentiel agricole. Plus on va en profondeur vers le sud, plus on rencontre une terre inculte où la texture du sol est faite de schiste, d'ardoise et par endroits de pierre bleue. Sur ces terres arides, seuls les oliviers réussissent à pousser et à grandir mais avec un aspect nain. Pour les cultures maraîchères ou la céréaliculture, les quelques agriculteurs qui s'y aventurent sur ces terrains, se retrouvent avec des rendements très faibles pour ne pas dire inexistants. Or, nos augustes experts qui ont été désignés pour faire un nouveau tracé prospectif de ce que sera la futur pôle urbain de la commune d'Ahnif n'ont pas suivi les conseils des responsables locaux pour aller en profondeur dans le sens des terres incultes, véritable aubaine pour la commune mais bel et bien vers l'ouest où fleurissent les vastes champs verdoyants. «Pourquoi avoir choisi à la légère ce tracé, somme toute, contesté par la population paysanne qui y vit ? Cette question, le P/APC, Soum Mohamed Salah, se la pose.

«Je ne sais pas sur quelle base ces experts désignés par la DUC ont fait leur tracé. Moi-même, j'ai à maintes reprises essayé de les convaincre d'aller en profondeur vers les terres incultes, mais j'ai reçu un niet qui frise le mépris», dira-t-il. Concernant l'opposition des citoyens pour ce nouveau tracé du PDAU, le maire avoue ignorer tout de cette agitation, mais comprendre la justesse de leurs doléances. Pour lui, le bon sens aurait été d'aller le long de la RN5 mais du côté d'Ath-Mansour ainsi que vers le sud. Notre interlocuteur va plus loin en nous surprenant avec cette confidence : «Un entrepreneur natif de la commune a même suggéré aux experts d'inclure les terres incultes mitoyennes avec la commune d'Ath-Mansour pour que dans le futur, un centre urbain intercommunal pourrait être créé surtout entre les communes d'Ahnif et Ath-Mansour, mais les experts désignés n'ont rien voulu entendre.» En outre, le maire nous fera une autre confidence en soulignant le dédoublement de voie inscrit pour le CW11 qui relie le chef-lieu de commune avec l'autoroute située à 7 km au sud, où, de part et d'autre, subsistent des terres incultes. Des terres incultes où, si le PDAU avait été projeté, pourra être érigé un véritable boulevard. Tout cela pouvait faire de la commune un nouveau pôle urbain intercommunal qui viendrait supplanter le manque d'assiettes foncières au niveau de deux autres communes, liées entre elles par des liens historiques, à savoir M'chedallah et Saharidj. «C'est la vision futuriste qui le dicte, loin de toute idée réductrice ou moyenâgeuse, des idées qui règnent actuellement de nos jours en maîtres absolus dans nos contrées et dans nos communes», nous dira Kamel, architecte de son état et natif de la région. Toutes ces données confortent les paysans dans leur action contre ce nouveau PDAU.

Oui, le véritable PDAU ne peut être que celui qui projettera la commune d'Ahnif dans un futur où elle sera une véritable métropole avec des atouts comme l'autoroute Est-Ouest qui la traverse à 7 km au sud, la pénétrante vers Béjaïa et le dédoublement de voie du CW14 qui passe par le chef-lieu. Le tout avec une RN5 et une voie ferrée, dont la gare, appelée communément gare de Maillot, est légendaire, qui la traversent sur une quinzaine de kilomètres et qui passent également par le chef-lieu communal. Toute autre vision ne fera que retarder l'avenir prometteur de cette commune appelée à supplanter la commune-mère qu'est M'chedallah, fourvoyée elle dans le labyrinthe… des terres agricoles.

Aussi, est-il temps pour les citoyens de cette daïra de voir l'avenir dans une vision globale, pas à partir de ces bésicles qui ne verront pas plus loin que le bout du nez. Cela étant, rappelons que pendant que les représentants des paysans, à leur tête Allouche Hocine et Zeggane Saïd, mènent une bataille administrative contre ce projet en envoyant une requête signée par 147 pères de famille à tous les responsables, à savoir les ministres de l'Intérieur, de l'Agriculture et de l'Aménagement du territoire, le wali, le P/APW, le DSA, le chef de daïra, le P/APC d'Ahnif, les députés Ali Brahmi et Mme Saoudi et le SG de l'UNPA ; une pétition dans laquelle les signataires espèrent trouver une ouïe attentive pour arrêter le massacre des terres agricoles.

L'APC d'Ahnif, instruite par les responsables de la daïra de M'chedallah, a inséré ce jeudi des placards publicitaires dans les journaux aux fins d'annoncer ce PDAU et d'inviter les citoyens de la commune à émettre leurs observations dans un délai de 60 jours à compter de la date de publication de cet avis. Ces observations et autres remarques seront-elles prises en considération d'une manière sérieuse allant jusqu'à remettre en cause le tracé de ce PDAU ? L'avenir nous le dira.

Yazid Yahiaoui

MILA

Des établissements hospitaliers sans gestionnaires

Les deux plus importants Etablissements publics hospitaliers (EPH) de la wilaya, en l'occurrence les hôpitaux 120-lits de Mila et celui de Ferdjioua, sont sans directeur depuis belle lurette, sans que cela semble inquiéter la tutelle. Avec tout l'encadrement en place, ces structures sanitaires ont de tout temps été gérées d'une manière approximative et trouvent les pires difficultés à répondre aux exigences qui leur sont dévolues, que dire alors quand elles sont livrées à elles-mêmes, comme c'est le cas présentement ? Dans une visite qui l'a mené à l'hôpital de Mila, le wali a insisté auprès du directeur de wilaya de la santé, de la population et de la réforme hospitalière d'entamer toutes les démarches nécessaires pour désigner des directeurs à ces entités hospitalières, et ce, dans les plus brefs délai.

A. M'haimoud

NAÂMA

Le scorpion continue de tuer à Mecheria

Le scorpion tue encore. Cette fois-ci, sa victime est un jeune homme de 35 ans qui a trouvé la mort quelque temps après son admission à l'hôpital de Mecheria. Nous avons, dans nos précédentes éditions, évoqué le cas d'un décès d'une fillette de 10 ans par piqûre scorpionique à Aïn-Sefra.

Un dealer appréhendé avec deux kilos de kif

Un individu a été appréhendé par les éléments des douanes de la wilaya de Naâma, sur l'axe Tiout-Asla (RN47), en possession d'un peu plus de deux kilogrammes de kif traité, ainsi que d'une importante somme d'argent d'un montant de 281 000 DA. Le mis en cause était à bord d'un autobus assurant la liaison Béchar-Constantine.

Le violeur d'une adolescente arrêté à Aïn-Sefra

L'auteur du viol d'une jeune fille a été arrêté par la police, et ce, après la plainte déposée par la victime, une adolescente de 16 ans originaire de la la ville de Brézina (El-Bayadh). Le mis en cause, âgé de 22 ans, résidant à Aïn-Sefra, a été mis sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur.

B. Henine

TIZI OUZOU

CHANTIER DE RACCORDEMENT AU GAZ À L'ARRÊT À BOUZEGUÈNE

Les citoyens d'Aït-Sidi Amar menacent

Dans une pathétique déclaration remise à notre rédaction samedi, les citoyens du village Aït-Sidi Amar vilipendent l'entreprise STGE accusée d'abandonner le chantier de raccordement en gaz naturel et de bâcler le travail réalisé sans le respect des normes, d'après les termes de la déclaration qui cite pêle-mêle des branchements inachevés avec pour certains une profondeur de 25 cm au lieu des 75 requis, des déblais non évacués, les chemins carrossables non revêtus avec du sable avec des conséquences désastreuses sur les personnes souffrant de maladies respiratoires et les franges fragiles comme les bébés et les vieux.

En clair, les habitants affirment que leur village est devenu invivable et respire la morosité et la désolation dans lesquelles les a plongés, selon eux, l'entreprise décriée qui aurait déménagé ailleurs pour «réaliser d'autres projets plus juteux» alors que leur village vit les inconvénients multipliés de l'été avec ces poussières envahissantes et de l'hiver avec la boue et la gadoue.

Les villageois affirment avoir pourtant mis à la disposition de la STGE tous les moyens pour lui faciliter la tâche : accueillie comme le messie à son arrivée, l'entreprise a été choyée et cajolée avec en prime une prise en charge totale de ses ouvriers en matière d'hébergement et de restauration. Le président du comité du village indique que toutes les administrations concernées ont été informées de cet état de fait. Par conséquent, «le village se réserve le droit de recourir à d'autres formes d'action pour faire valoir ses droits s'il ne voit rien venir de concret».

S. H.

La limonade qui tue

Une fillette de sept ans a été ravie aux siens ce 10 août de la manière la plus dramatique. En visite chez son oncle maternel à Tazmalt, la fillette, originaire de la commune d'Illilten, dans la wilaya de Tizi Ouzou, a été mortellement touchée par l'explosion d'une bouteille de limonade qu'elle venait d'acheter.

Des tessons de verre lui tailladèrent profondément la gorge. Vidée de tout son sang, elle rendit l'âme bien avant son admission au centre de santé, pourtant tout proche. Une plainte a été déposée par ses parents, nous a-t-on assuré.

Tayeb B.

DRAÂ-EL-MIZAN

Les habitants de «l'hôpital» bloquent la RN25

Les habitants du bidonville situé à proximité de l'hôpital Krim-Belkacem, qu'on appelle communément l'hôpital, ont procédé samedi, tôt le matin, à la fermeture de la RN25 reliant la ville de Draâ-El-Mizan à celle de Bouira. La raison de leur mécontentement est liée au manque d'eau potable. Même si leurs «habitations» se trouvent à quelques mètres de la principale réserve d'eau de la commune, le problème demeure entier du fait qu'il relève du technique, nous affirme-t-on sur place. En effet, il serait impossible de les servir sans couper l'eau à toute la population de Draâ-El-Mizan. Les fontaines publiques installées par les autorités locales au niveau de cette cité de fortune ne semblent pas arranger les choses, les habitants déplorent le manque du précieux liquide.

«Pendant un mois, nous n'avions droit qu'à quelques gouttes en l'espace de quelques minutes. L'eau est largement disponible, alors qu'on l'a distribue équitablement !» nous dira un habitant decette cité. Par ailleurs, les habitants du village Imzgharène, après une semaine d'actions de protestation, ont obtenu gain de cause auprès des autorités de la wilaya. En effet, leur localité aura un programme tracé par l'ADE et qui consiste en la distribution de l'eau trois fois par semaine.

Slimane S.